

Régis
Debray



Les Empires
contre l'Europe



LE MONDE ACTUEL

Gallimard



DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Gallimard

CRITIQUE DE LA RAISON POLITIQUE, *essai.*

LA PUISSANCE ET LES RÊVES, *essai.*

Le monde actuel

AVERTISSEMENT

« Oh, East is East and West is West,
and never the twain shall meet,
Till Earth and Sky stand presently at
God's great Judgment Seat ;
But there is neither East nor West,
Border, not Breed, not Birth,
When two strong men stand face to
face, though they come from the ends of
the earth ! »

RUDYARD KIPLING

The Ballad of East and West (1889)

Il sera ici question du seul problème « Est-Ouest ». Qu'on choisisse d'y voir une guerre de religion mondiale entre deux idées de l'homme ou une simple compétition de puissance entre deux Etats, voire l'une et l'autre ensemble, il est clair que cette opposition surplombe toutes les autres. En dépendent la guerre ou la paix entre les nations, notre vie ou notre mort à tous, car la lutte entre les camps est universelle et englobe, qu'on le veuille ou non, le sud et le nord. Ainsi parlent le Diplomate, le Bon Sens et le Journal.

Problème il y a, certes, mais l'Est et l'Ouest, cela n'existe pas. Notre enquête sur deux mythes au-dessus de tout soupçon nous fera remonter aux sources d'une hallucination épique, romance collective qui berce trop de renoncements. Nos façons de dire ne sont pas innocentes et ces commodités de langage — « Est-Ouest », « Nord-Sud » — ne se contentent pas d'accrédi-

ter des fictions. Notre lexique de base est une duperie faite géographie.

Une portion d'espace n'est pas en effet un acteur de l'histoire, ni les points cardinaux des centres de décision. Yves Lacoste a baptisé « géographisme » cette façon « d'escamoter au sein d'espaces soi-disant en lutte les contradictions qui opposent les hommes qui s'y trouvent et les desseins de ceux qui les commandent ». Un espace est amorphe et inanimé, sans bras ni tête, sans drapeau ni chaîne de commandement. On ne peut se passer de symboles ni de repères mais tous les géographismes ne se ressemblent pas. Quand on lit ou entend « la France estime utile que » ou « il est de bonne stratégie pour l'Espagne de », nous pouvons remplacer « France » ou « Espagne » par un nom propre (celui par exemple du Président de la République française, élu par le peuple français, habilité à le représenter dans les Conférences internationales et à parler ou trancher en son nom), ou une personne morale, un sujet collectif déterminé (un gouvernement régulièrement investi, contrôlant un territoire et représentant une population donnée). Quand on lit ou entend : « L'Ouest doit se ressaisir et se donner un vigoureux programme de défense » ou bien « L'Occident doit amener l'Est à la table des négociations », à quel responsable fait-on appel, habilité à parler au nom de quelle souveraineté et selon quel mécanisme de représentation, reconnaissance et délégation de pouvoir ? Les mots se servent toujours de ceux qui se servent d'eux mais en l'occurrence l'hygiène de l'esprit et le souci de sa liberté suggèrent de soumettre chaque fois ces lieux communs au test d'une traduction pratique : substituer au terme abstrait, noble mais flou, l'homme ou l'organisme concrètement en mesure de prendre la décision invoquée. On sera surpris du nombre de phrases toutes faites qui se révèlent creuses ou truquées, dépourvues ou saturées de sens.

La seule interrogation aujourd'hui décisive, à laquelle sont suspendues nos remarques quotidiennes comme les plus hauts délires : y a-t-il un Occident et si oui, quel est-il ? Y a-t-il un Orient et si oui... ? Ce livre n'y répond pas car il n'est ni d'histoire, ni de philosophie, ni d'économie, ni de sociologie, ni de théologie, mais un simple dossier utilitaire, recueil de données plus proche du journalisme que de l'essai. En d'autres temps, moins jargonners, il aurait évoqué « l'Europe entre l'Amérique et la Russie ». Car le pseudonyme « Est-Ouest », cynique métaphore de dominations précises qui ne se peuvent perpétuer qu'à n'être jamais précisément nommées, sublime en fait la relation américano-soviétique, entre ici le Politburo du Parti communiste de

l'Union soviétique avec le Conseil des ministres correspondant et là le Président et l'administration des Etats-Unis d'Amérique. Ces structures de pouvoir débordent leurs limites territoriales, de chaque côté, par le truchement d'un système d'alliances. « L'est-ouest » : blason que Washington et Moscou font porter par leur piétaille respective.

Les termes « Est », « Ouest », « Sud », « Occident », « Orient » que nous utilisons par la force des habitudes seront à lire comme de pures désignations géographiques, sans valeur d'axiome ou d'essence. De même celui de « tiers monde », autre mystification déjà amplement démontée, ne renverra ici qu'à un ensemble spatial regroupant la majorité des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, étant entendu que le peu d'unité d'une collection aussi baroque relève d'une histoire commune et non d'un voisinage géographique (tout comme celle des « pays de l'Est » et des « pays occidentaux »). « Le mythe, disait Barthes, a pour charge de fonder une intention historique en nature, une contingence en éternité. » Ajoutons : une liberté en destin. Qu'on nous pardonne le paradoxe consistant à mentionner ces catégories pour en montrer la vacuité. Si « l'Est-Ouest » domine en apparence les relations internationales comme un décor et non un scénario, il n'en détermine pas le cours car la responsabilité de son histoire échoit à l'homme en son milieu et non à la rose des vents.

AVANT-PROPOS

Il ne suffit pas de se faire du tort pour avoir raison. Ni d'aller à contre-courant pour arriver à bon port. Pas plus que le martyr chrétien ne prouve l'existence de Dieu, je concède que l'impopularité n'est pas en soi un gage de vérité, même si l'histoire des sciences comme celle de la stratégie (disons Galilée et le colonel de Gaulle) autorisent à y voir une probable hirondelle. C'est vrai : on peut passer aux yeux de ses contemporains pour un dangereux imbécile, et en être un. Et pourtant, feuillotez les revues d'histoire, et vous verrez qu'il n'y a pas d'exemple d'une conduite juste, vérifiée par la suite des événements, dont l'énoncé, sur le moment, n'ait mis en colère les gens bien.

La grande majorité de mes compatriotes et la quasi-totalité des directeurs de la conscience publique soutiennent sur l'état du monde des vues opposées aux miennes. Je concède que le consensus n'est pas par lui-même une preuve de fausseté. Le fait que pendant des siècles tous les Occidentaux doués de raison aient cru en l'existence du Diable ne suffit pas à démontrer que le Diable n'existe pas. Il peut aussi arriver que les hommes croient que deux et deux font quatre, et que l'Europe n'est pas en Amérique. Tout est possible et cependant je ne jette jamais les vieux journaux, album caché de la connerie humaine, avec une préférence pour les grandes illusions : Munich 1938, Pétain 1940, Indochine 1949, Suez 1956, Algérie 1957, etc. Je constate, à les dévorer, qu'il est rare qu'une politique qui obtient l'unanimité parmi tout ce qui

compte dans le pays ne fasse pas, quelque temps plus tard, sa honte ou son embarras.

Voilà pourquoi je réclame, au seuil d'un livre scandaleux, le bénéfice du doute.

*

Les Français ne sont pas les seules ni les premières victimes de la fatalité selon laquelle nul n'est contemporain de son présent (j'entends : spontanément). Jamais le monde n'a été plus complexe, et le discours dominant, plus simpliste ; et rarement l'écart plus grand entre l'état du monde et notre état d'esprit. Rarement y aura-t-il eu plus d'urgence à relever l'éternel défi, rassembler et moderniser, programme paradoxal puisqu'une communauté se rassemble d'instinct sur ses archaïsmes et se cimente par l'habitude. De même qu'un Etat a plutôt tendance à subventionner dans l'industrie le passé plutôt que l'avenir car là sont les gros bataillons, électeurs et syndicats, de même une intelligentsia soucieuse de son crédit investit-elle dans les idées les mieux accréditées, donc les plus obsolètes. Rarement aura-t-on vu, dans l'histoire de la France contemporaine, plus de synchronisme dans l'anachronisme, je veux dire un accord plus compact des sensibilités en matière de « politique étrangère ». Un petit exemple, provoquant à souhait, de ce décalage entre les perceptions et la réalité. L'U.R.S.S. s'est définie massivement, à nos yeux, comme « le pays du Goulag » à partir des années qui virent la disparition du Goulag en U.R.S.S. (laquelle n'a jamais compté depuis 1919 aussi peu de prisonniers politiques, psychiatisés compris, qu'aujourd'hui). L'efficace magie du mot « Goulag », désignation moderne de l'enfer, reposant sur son absence de définition précise, précisons : à partir du moment où la nature oppressive du régime soviétique cessa d'avoir pour forme caractéristique la déportation et l'emprisonnement administratif de masse¹. Pendant ce temps,

1. Sur l'histoire du phénomène concentrationnaire en U.R.S.S. (causes et modalité), l'œuvre admirable de David Rousset, martyr et pionnier, demeure la référence majeure.

la Chine maoïste mais aussi post-maoïste, ou deux pays socialistes aussi différents que la Yougoslavie et la Corée du Nord, qui comptent en proportion un nombre bien plus élevé de déportés, détenus et condamnés politiques, échappent à la répulsion occidentale. Incohérence facilement explicable, mais par des raisons étrangères à la morale des droits de l'Homme ou à la revendication démocratique de l'opinion.

Exception faite d'un parti marginal, repoussoir déclinant, dont les positions internationales — pensons à l'Afghanistan — mêlent souvent le grotesque à l'odieux, la conception du monde extérieur qui fait vibrer de concert, selon des intensités variables, stridentes ou ronronnantes, partis politiques, intelligentsia et médias, dresse le « monde libre » encerclé et infiltré, le nôtre, face à une subversion essentiellement unique derrière ses masques de circonstance, le communisme totalitaire, danger majeur, principal adversaire de nos libertés¹. Cette adhésion collective à un jeu de valeurs où l'appartenance compte moins que l'exclusion, la volonté que le rejet, s'apparente plus à une humeur qu'à un panorama, à une rumeur qu'à un raisonnement : le sol de nos certitudes est pavé d'images approximatives plutôt que d'idées claires. En cerner les contours ne peut qu'irriter. Serait-ce pour autant trahir l'air du temps (à Paris, en 1985) que de dégager comme suit les leitmotivs de notre musique d'ambiance ?

— L'îlot démocratique est dans le monde encerclé de toutes parts (à tout le moins en position de faiblesse), affronté qu'il est à la double menace d'une agression directe de l'Union soviétique et de la lente expansion totalitaire par le Sud.

— De même que le camp démocratique ne fait qu'un avec l'Alliance atlantique, le camp totalitaire est le communiste, et ce dernier ne fait qu'un avec le monde soviétique.

— Résister au goulag expansionniste est l'impératif suprême,

1. La réunion aux colloques de l'*Institut international de géopolitique* animé par Marie-France Garaud des divers établissements nationaux, des responsables du Parti socialiste à ceux de la droite néo-conservatrice, sous l'égide des représentants les plus « hard » de l'administration Reagan (juin 1983) illustre et cristallise fort bien le consensus flottant dont il sera question ici.

car le système communiste mondial vise et marche à l'empire mondial ; étant entendu que le fait idéologique pèse plus dans la conduite soviétique ou vietnamienne ou éthiopienne, etc., que le fait national russe, vietnamien, éthiopien, etc.

— Cette résistance suppose une cohésion accrue de l'Alliance occidentale.

— Laquelle exige un regroupement des nations européennes encore libres autour du bastion de la démocratie que constituent les Etats-Unis d'Amérique, sans vaine querelle d'amour-propre national ni diversion sur des fronts secondaires (dans le tiers monde, par exemple).

Ce livre entend démontrer l'irréalisme de ces postulats collectifs, en même temps que le danger mortel auxquels ils exposent ceux qui, en les embrassant, courent vers leur perte à reculons.

*

Il est clair qu'aucune formule simple, aucun -isme, axe ou pôle, ne peuvent aujourd'hui rendre compte d'un monde définitivement compliqué. La pratique des affaires enseigne au théoricien qu'on ne peut parler en général de rien, et que les étiquettes correspondent peu aux marchandises. A cette désespérante généralité, j'ajouterai d'emblée quelques observations plus concrètes (à charge d'en établir plus avant le bien-fondé).

1) L'idée comme le fait démocratique se portent dans le monde de mieux en mieux, et n'en déplaie à l'élitisme chagrin des augures, « la fragile presque île de la démocratie », l'Europe, doit partager de plus en plus « son dernier privilège » avec le vulgum pecus planétaire des pays « arriérés ». Nous avons vu au milieu du siècle comment *une* démocratie finit : en Tchécoslovaquie. Nous avons pu voir, depuis, comment des dizaines de démocraties *naissent*, et quelques autres *ressuscitent* : en Amérique latine, qui émerge inexorablement de l'autoritarisme militaire (Argentine, Brésil, Uruguay par exemple), sans verser dans l'Etat-Parti ; en Afrique, maghrébine et subsaharienne, malgré un retard économi-

que qui en fait le Continent le plus vulnérable (Guinée, Egypte, Sénégal, Tunisie); en Asie, avec, au premier chef, le maintien contre vents et marées de la démocratie indienne, la plus grande du monde; la stabilisation d'un Etat de droit civil au Japon; l'expansion du suffrage universel dans les pays de l'A.S.E.A.N.¹; l'atténuation des régimes militaires en Turquie, Indonésie et Corée du Sud. Il y a aujourd'hui plus d'hommes et de femmes vivant sous un régime démocratique, et un plus grand nombre de démocraties, dans le tiers monde qu'en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Plus près de nous, l'Espagne, le Portugal et la Grèce ont récemment rejoint le groupe des Etats de droit. Les sociétés civiles renaissent lentement en Europe orientale, affirmant déjà leur autonomie, leur culture et leur histoire propre face à leur Etat de fait. Si les démocraties européennes étaient menacées dans les années trente par une subversion intérieure remettant brutalement en cause le consensus républicain, c'est la « gangrène » démocratique qui menace cinquante ans plus tard l'est de l'Europe du dedans. La Chine elle-même s'ébroue. On n'instaure pas par décret la démocratie politique, qui est la résultante d'une histoire longue. Il est compréhensible que l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) qui regroupe les vingt-quatre pays les plus développés de la planète, les seuls à réunir toutes les conditions économiques, sociales et culturelles permettant à la souveraineté populaire de s'exprimer régulièrement, coïncide avec le noyau stable de l'avancée démocratique, mais cette dernière déborde désormais ses frontières, sans doute en vertu de l'avance prise par l'éducation sur le développement, d'un état très relatif de paix et d'une diffusion centrifuge des « Lumières » à l'échelle mondiale. A juger le courant sur les deux derniers siècles, et si on veut bien se rappeler qu'en 1867 encore un tiers des adultes mâles britanniques jouissait du droit de vote et que le suffrage à moitié universel ne fut instauré

1. A.S.E.A.N. : Association of South-East Asian Nations, fondée en 1967, rassemble six Etats (Indonésie, Thaïlande, Singapour, Malaisie, Philippines et Brunei) et 260 millions d'habitants.

en France qu'en 1875, *après* la révolution industrielle, on se réjouira que l'embellie démocratique ait pu devenir en si peu de temps *norme*, sinon fait, *universelle*, en s'imposant comme l'horizon ultime de l'humanité pauvre, au point de forcer les derniers contradicteurs à la contrefaçon.

2) L'Union soviétique et son empire représentent une puissance sur le déclin et en recul qui a aujourd'hui atteint son plafond de possibilités, ou son niveau d'incompétence historique (gage de renommée, selon le principe de Peter). Il n'y a pas « fatalité de conquête », mais au contraire probabilité de contraction. L'occupation de l'Afghanistan par cent mille soldats et les efforts actuels d'assimilation de ce pays inassimilable ne constituent certes pas un « acte défensif », ni un mouvement de repli. Y voir pour autant une étape soigneusement délibérée d'un grand dessein expansionniste ne paraît pas correspondre à la séquence des engrenages sur le terrain, ni les avantages à long terme de cette avancée stratégique balancer les inconvénients du faux pas politique et de l'enlèvement militaire. Pour parer à la menace soviétique, mieux vaut être vigilant que médusé. La surestimation généralisée des capacités de cet impérialisme (neutralisation de l'Europe, trouée sur les mers chaudes, mainmise sur le Golfe, coupure des routes du pétrole, implantation de bases militaires en Amérique centrale, déstabilisation du Sud-Est asiatique, etc.) traduit au mieux l'éternel retard de la conscience sur la réalité, au pire un effet d'entraînement collectif par une puissante désinformation extérieure, relayée de l'intérieur. En 1985, le communisme, qui ne s'identifie pas au seul bloc soviétique et à sa mouvance mais recoupe le monde chinois, est une survivance historique — douloureuse en Europe orientale, et de plus en plus inconfortable ailleurs, dans les pays où le « socialisme » n'a pas emboîté le pas à l'Armée soviétique (Chine, Cuba, Yougoslavie, Vietnam, etc.). Privé de force motrice, le communisme a cessé d'être « la question majeure de l'humanité moderne » (Edgar Morin) : Européens amputés, nous devons nous en préoccuper; intellectuels prévoyants, il n'est plus besoin de nous en obséder. L'expansionnisme

totalitaire d'aujourd'hui, le plus offensif et le plus mobilisateur, le seul qui ait la démographie de ses ambitions, porte dans le monde les couleurs de l'islam et fait de la Charia la source de toute législation civile. La sacralisation du pouvoir a beaucoup de drapeaux, mais à l'échelle du monde le vert domine désormais le rouge, de très loin et apparemment pas pour un instant.

3) Le monde n'est pas triste car il ne court pas à l'abîme. Dans nos contrées, deux vents de panique se disputent en même temps les esprits. « Il faut sauver le monde de la catastrophe nucléaire ! La tension internationale devient insupportable. Jamais la paix n'a couru de plus grands risques qu'aujourd'hui. » Ce vent d'est susurre : « Passez donc par nos conditions. » « Il faut sauver le monde de la paix totalitaire ! L'Europe glisse à la servitude. Jamais l'ombre de la Kolyma n'a été plus proche de nous engloûtir. » Ce vent d'ouest chantonne : « Serrons les rangs derrière notre protecteur. » Les grandes peurs sont toujours exaltantes et les pathos cosmiques, échange de banalités au bord du gouffre (« ni rouges ni morts »), sont du meilleur rendement médiatique, mais il n'y a pas lieu de céder, pour nous Français, à aucun de ces vertiges disciplinaires. Le chantage de « la paix en danger » cher aux compagnons de route oublie que « la paix » n'est pas le Bien suprême auquel toutes les valeurs morales doivent se subordonner ; que celle-ci est du reste assurée, dans l'hémisphère Nord, par l'équilibre global des forces militaires ; et que les risques de déflagration n'augmentent pas à proportion des moyens de destruction (la guerre n'est pas deux fois plus probable en 1985, quand 20 000 têtes stratégiques nucléaires se tapissent sous les océans et sur terre, qu'elle ne l'était en 1975, quand il y en avait moitié moins). Le tocsin antitotalitaire, qui permet au suzerain d'Occident de lever le ban quand bon lui semble, oublie que pour nous Européens en deçà de l'Elbe, le danger de devenir rouges est encore plus imaginaire que celui de mourir vitrifiés ; que pour nous Français, la fausse querelle du pacifisme n'a strictement aucun enjeu (personne ne proposant de déployer des Pershing sur notre sol, pas plus que de saborder notre force de frappe), ce qui

Régis Debray

Les Empires contre l'Europe

Rarement l'écart aura été plus grand entre l'état du monde et notre état d'esprit; jamais le rapport des forces n'a été si complexe et le discours dominant plus simpliste.

La vulgate qui fait vibrer de concert partis politiques, intelligentsia et media dresse le "monde libre" encerclé et infiltré, le nôtre, face à une subversion essentiellement unique derrière ses masques de circonstances, le communisme totalitaire, principal adversaire de nos libertés.

À ce conformisme terrorisant, Régis Debray oppose quelques démonstrations toniques et scandaleuses : que les démocraties se portent de mieux en mieux, que l'Union soviétique et son empire sont une puissance sur le déclin; que le monde ne court pas à l'abîme et que l'Europe n'échappera pas au sort de la Finlande en se laissant aller à celui de Panama.

Pour l'auteur de *La Puissance et les rêves*, l'"Est" et l'"Ouest", avec ce que ces notions réflexes véhiculent d'hallucinations épiques et de manichéisme simplificateur, relèvent de la romance collective qui ne fait que bercer le renoncement de l'Europe.



9 782070 703913



85-IV A 70391 ISBN 2-07-070391-6

110 FF tc